

# L'ALGÉRIE SERA REPRÉSENTÉE AU DÉFILÉ DU 14 JUILLET

## Des militaires et un haut responsable sur les Champs-Élysées

**L'Armée nationale populaire participera au traditionnel défilé du 14 Juillet à Paris. L'Algérie sera également représentée en haut lieu par un responsable présent à la tribune officielle.**

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - L'ANP sera sur les Champs-Élysées. Trois militaires algériens défilent aux côtés de troupes des 80 pays ayant participé à la Première Guerre mondiale. Selon un document du ministère français de la Défense, les porteurs de l'emblème militaire algérien marcheront entre les délégations d'Albanie et d'Allemagne. Au stade de rumeur durant plusieurs jours, l'information a été confirmée, vendredi, par le ministre français des Affaires étrangères. «Dans mon information, oui. D'ailleurs, je ne vois pas du tout ce que ça aurait de choquant, puisque c'est la commémoration de tous les sacrifices qui ont été faits, et évidemment qu'il y avait des Algériens. C'est un grand rassemblement, il y a 80

pays, et donc c'est normal que tous ceux qui ont souffert puissent être présents», a souligné Laurent Fabius sur BFMTV-RMC. Les propos du ministre français sonnent comme un démenti à la récente déclaration de Saïd Abadou, le secrétaire général de l'Organisation nationale des moudjahidines. «Nous refusons toute manifestation de militaires algériens à côté des soldats de l'ancienne puissance coloniale. Ce sujet ne doit même pas être abordé tant que la reconnaissance de la criminalisation du colonialisme n'est pas réglée», avait indiqué Abadou au journal *El Khabar*. En fait, il semblerait que la participation algérienne à ces festivités ne sera pas que militaire. En effet, un représentant «politique» sera pré-



Trois militaires algériens défilent aux côtés de troupes des 80 pays ayant participé à la Première Guerre mondiale.

sent dans la tribune officielle aux côtés des délégations d'autres pays. Pour l'heure, le statut du «haut responsable» algérien n'a toujours pas été rendu public. En France, l'extrême-droite n'a pas encore réagi officiellement à la

confirmation apportée par Laurent Fabius. Ces derniers jours, une pétition intitulée «non au défilé des troupes algériennes à Paris le 14 juillet» a été lancée par le député Gilbert Collard, l'eurodéputé Louis Aliot et le président de l'associa-

tion France-harkis, Mohamed Bellebou. Jusqu'à hier, les initiateurs de cette pétition ont recueilli 15 400 signatures. En Algérie, à part le secrétaire général de l'ONM, cette affaire ne semble pas intéresser grand monde. Une situation que l'on pourrait mettre sur le compte d'une forme de lassitude de la classe politique pour tout ce qui touche aux relations algéro-françaises. Un dossier qui est le monopole du président de la République. Dans l'absolu, la présence d'une délégation de l'ANP sur l'avenue des Champs-Élysées reste un fait banal comparativement à la prise en charge sanitaire dont a bénéficié Abdelaziz Bouteflika au sein des plus importants établissements hospitaliers de l'armée française. Et à ce rythme, peut-être qu'un jour, des militaires français seront invités à défilé sur l'avenue de l'ALN à l'occasion de la célébration du 5 Juillet.

T. H.

### RÉACTIONS

## Les politiques dénoncent le manque de transparence

**L'Algérie officielle a toujours eu à cacher quelque chose à son peuple et ce, depuis le recouvrement de son indépendance en 1962. Malheureusement, les rumeurs sont plus fortes que le pouvoir, ce qui prouve que l'Algérie est sous autorité française. Il y a un mensonge. Regardez par contre ce qui se passe en France même où la patronne du FN qui refuse à ce que des Algériens prennent part aux festivités du 14 juillet et le ministre des Affaires étrangères qui confirme tout à fait le contraire.**

«Il faut que le pouvoir avoue qu'il y a des commis de la France en Algérie et à ce moment-là, le peuple devra prendre ses responsabilités.

On ne doit plus se cacher derrière le patriotisme, le nationalisme et la glorieuse guerre de Libération nationale pour s'agripper au pouvoir et gouverner au profit de la France. Car, l'histoire, on ne peut pas tricher avec.»

Noureddine Bahbouh, président de l'UFDS : «Ce que nous constatons fort malheureusement, c'est que la gestion des affaires du pays pèche par un manque

manifeste, voire l'absence de transparence. Je suis à chaque fois surpris que des décisions soient rapportées et confirmées par des parties étrangères alors qu'elles concernent aussi et en tout premier lieu l'Algérie. Cette situation est inacceptable et elle doit bien cesser. Je ne préjuge pas de l'opportunité de telle décision mais toute décision doit être prise en toute transparence».

Soufiane Djillali, président de Jil Jadid : «Ce qui est regrettable, c'est que le pouvoir active, agit et fait tout en cachette. C'est comme s'il cultivait un sentiment de culpa-

bilité de choses dont il n'est pas fier. Il doute de lui-même. Si on doit avoir des relations régulières avec la France ou tout autre pays et si on était invité à participer à une commémoration officielle, je n'y vois personnellement aucun mal. Simplement, il faut qu'il assume, ce qui est loin d'être le cas pour un pouvoir menteur et cachottier comme il n'y en a pas de pareil».

Zineddine Tebbal, chargé de la communication au MSP : «Nous au MSP, nous faisons nôtre la position de la famille révolutionnaire et nous partageons ses sentiments. Les anciens maquisards et les organisations refusent toute participation de nos soldats à ce défilé du 14 juillet tant que la France n'a pas présenté ses excuses et n'a pas présenté son pardon pour les crimes qu'elle a commis en Algérie. Un préalable



Noureddine Bahbouh.

d'autant plus logique que la France a bien reconnu ses crimes commis contre les juifs de France et les Arméniens.

Si, à travers cette insistance à faire participer ne serait-ce que symboliquement, notre armée à ce



Soufiane Djillali.

défilé, la France veut tourner la page, qu'elle reconnaisse en tout premier lieu ses crimes combien nombreux et atroces qu'elle a commis le long de sa colonisation du pays».

Propos recueillis par M. K.

### CONSULTATIONS AUTOUR DE LA RÉVISION CONSTITUTIONNELLE

## «Un défilé de clientèles», estime le RCD

**Le RCD n'a pas trop attendu pour répliquer à Ahmed Ouyahia qui a fait, vendredi dernier, un bilan d'étape des concertations autour du projet de révision constitutionnelle qu'il pilote, trasant des lauriers à «certains» participants et diabolisant bien d'autres ayant refusé cette offre de dialogue.**

M. Kebci-Alger (Le Soir) - C'est que pour le parti qui dirige Mohcine Belabbas, ce dialogue initié par le pouvoir autour d'une énième révision de la Constitution a «viré exclusivement à un défilé de clientèles, confirmant ainsi son isolement au plan interne». C'est ce que le secrétariat national du RCD a retenu à l'issue de sa réunion ordinaire vendredi dernier après-midi, estimant que «cela est d'autant plus vrai que même ceux qui ont répon-

du à l'invitation se sont vite empressés de déclarer que leur participation n'est pas une caution à cette démarche». Allusion on ne peut plus directe au FFS dont le RCD reprend le propos du premier secrétaire du vieux front au sortir de son audience avec le ministre d'Etat et directeur de cabinet à la présidence de la République, mardi dernier.

Toujours à l'adresse de Ouyahia qui qualifie l'option d'une période de transition «l'une des plus dangereuses formes d'opposition à l'appel de la présidence de la République à la participation au dialogue sur la révision constitutionnelle», le RCD en fait une toute appréciation. Pour lui, ce rendez-vous «jette les jalons d'une véritable transformation de la pratique politique et s'engage à ne ménager aucun effort pour créer un rapport de force

en faveur d'une transition pacifique et démocratique, seule option à même de sortir le pays de l'impasse historique dans laquelle le pouvoir du clan d'Oujda l'a fourvoyée». Plus que cela, le parti estime que cette conférence nationale a confirmé également «l'isolement du pouvoir dans une conjoncture où ce dernier tente de racheter une crédibilité et une légitimité, par des consultations alibis autour d'un texte faisant office de projet de Constitution».

Et de mettre en avant le fait que l'essentiel des partis politiques, des organisations de la société civile et des personnalités d'horizons divers était présent ou représenté à cette conférence sur la base de la lettre d'invitation et du projet de plateforme élaboré par la CLTD, l'écho positif suscité dans l'opi-

nion la plus large qui salue l'initiative et la capacité des partis politiques à transcender leurs divergences et à pouvoir engager des débats et des résolutions communes.

Quant au plan d'action du gouvernement, le RCD souligne que l'opinion publique retiendra le «refus obstiné du gouvernement de l'officialisation de la langue tamazight», le «passage en force pour accorder aux multinationales des concessions d'exploitation du gaz de schiste pour écouler leur technologie et disposer d'un champ d'expérimentation dans le sud du pays». Cela non sans faire remarquer que «l'objectif de croissance de 7% à l'horizon 2019 n'est ni réaliste, ni crédible d'autant qu'aucun segment de développement n'est clairement identifié».

M. K.